

Cérémonie du 11 novembre : Pas de propagande guerrière à l'École !

Montreuil, le 9 juillet 2026

Dans une circulaire parue le 2 juillet, le ministre Geffray annonce l'instauration à la rentrée 2026 d'une « **cérémonie commémorative annuelle d'hommage à tous les « morts pour la France » dans chaque école élémentaire, collège et lycée, publics ou privés sous contrat** » qui se tiendra « **au choix de l'établissement, dans les quatre jours précédant ou suivant le 11 novembre.** ».

La circulaire explique que « **l'École a pour mission de permettre aux élèves de devenir des citoyens conscients de partager une destinée commune** ». Puis elle précise que cette cérémonie « **participe de la cohésion nationale, dans un environnement international marqué par des formes renouvelées de conflictualité** ».

Les directeurs d'école, les chefs d'établissement pourront « **mobiliser des enseignants** », mais aussi faire appel à des réservistes opérationnels ou citoyens, des associations du monde combattant, des élus locaux, en particulier le correspondant défense de la commune.

Décidément, le ministre ne perd pas une occasion de mettre l'École au diapason de la marche à la guerre et de l'ouvrir aux promoteurs en tous genre de la propagande militaire. Cette cérémonie se présente comme une nouvelle déclinaison, de la *Revue nationale stratégique 2025* qui préconise « **d'acculturer près de dix millions de jeunes de 13 à 25 ans aux enjeux de défense et de sécurité nationale** ». Elle est aussi l'occasion de mettre les personnels, dont ce n'est pas la mission, et qu'ils le veuillent ou non, à contribution dans l'entreprise gouvernementale d'embrigadement de la jeunesse.

Une « destinée commune » ? Dans la guerre ?

En 1922, quatre ans après la première guerre mondiale qui venait de causer la mort d'une dizaine de millions de travailleurs et de jeunes, l'écrivain Anatole France réglait son compte à ce genre de formule pompeuse en écrivant dans *L'Humanité* : « **On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels** ».

Cette déclaration a conservé toute son actualité, car ce ne sont toujours pas les enfants des Trump, Netanyahu, Poutine, Zelensky, Macron, Merz et consorts, ni de leurs amis milliardaires, qui vont perdre leur vie au front.

Lors du meeting international contre la guerre qui s'est tenu à Londres le 20 juin dernier, le militant lycéen Felix Kreklow Rojas, organisateur des grèves scolaires en Allemagne contre la conscription, qui ont fait l'objet de répression, a déclaré : « **Si c'est la démocratie pour laquelle ils veulent que nous nous battions, je refuse de tuer pour cela, et je refuse de mourir pour cela !** »

Pour la FNEC FP-FO, il n'y a pas de « destinée commune » qui tienne avec les fauteurs de guerre !

Le rôle de l'École c'est d'instruire les jeunes pour en faire des citoyens libres, capables de réfléchir par eux-mêmes, pas d'organiser des cérémonies pour leur bourrer le crâne avec une mémoire officielle gonflée de récits guerriers.

Si le ministre veut que les élèves acquièrent une « culture commune » historique, littéraire, scientifique leur permettant de comprendre le monde, il n'a qu'à annuler les 4 000 suppressions de postes d'enseignants prévus à la rentrée 2026, et créer les postes nécessaires !

Retrait de la circulaire « 11 novembre » ! Arrêt de tous les dispositifs de militarisation de l'École !

S'il y a une chose à retenir du 11 novembre, c'est que tout doit être fait pour que les jeunes générations n'aient pas à subir des boucheries telles que la première, la seconde guerre mondiale et toutes les guerres qui ont suivi.